



PREFET DE L'AISE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Picardie

Saint-Quentin, le

22 JAN 2013

Unité territoriale de l'Aisne
Subdivision 5
12, rue Charles Picard
02100 SAINT-QUENTIN
Tél. : 03.23.06.66.00
Fax : 03.23.62.62.45

affaire suivie par Patrice Saint-Solieux
mél : patrice.saint-solieux@developpement-durable.gouv.fr

N/REF. SITA12 Cind_366_levée apmd PSS/NR

OBJET: Respect de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2012

COPIE : monsieur le préfet de l'Aisne

Monsieur le directeur,

Par arrêté du 2 mai 2012, monsieur le préfet de l'Aisne vous a mis en demeure de vous conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2012 qui régit le fonctionnement de vos installations sises à Allemant.

Au vu des éléments fournis lors de l'inspection du 29 octobre 2012 et du constat réalisé sur place, l'Inspection des Installations Classées estime que les mesures prises pour réduire voir supprimer les risques de nuisances et de pollution ont été mises en oeuvre. Par conséquent, je vous donne acte du respect de l'arrêté de mise en demeure.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

pour le préfet et par subdélégation,
Le chef de l'unité territoriale

Régine DEMOL

SITA DECTRA
ZI chemin des marais
51370 SAINT-BRICE COURCELLES



PREFET DE L'AISE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Picardie

Saint-Quentin, le 18 décembre 2012

Unité territoriale de l'Aisne
Subdivision 5
12, rue Charles Picard
02100 SAINT-QUENTIN
Tél. : 03.23.06.66.00
Fax : 03.23.62.62.45

affaire suivie par Patrice Saint-Solieux
mél : patrice.saint-solieux@developpement-durable.gouv.fr

référence : SITA12Cinsp_366 PSS/NR

OBJET : Centre de stockage de déchets non dangereux d'Allemant

REFER : AP du 20 septembre 2011
AP du 2 mai 2012

Monsieur le Directeur,

J'ai réalisé, en présence de Mme DEMOL, le 29 octobre 2012 une visite d'inspection de vos installations d'Allemant sur les prescriptions de votre arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2011.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir l'ensemble des constats réalisés et mes remarques faites suite à cette visite.

Cette visite a permis de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté du 2 mai 2012.

Toutefois, d'autres irrégularités vis à vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2011 ont été relevées.

Compte-tenu de cette situation, je vous informe que j'ai proposé à Mr le préfet de vous mettre de nouveau en demeure de respecter les dispositions de votre arrêté d'autorisation relatives à la couverture des casiers.

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'inspecteur des installations classées

P. SAINT-SOLIEUX

SITA DECTRA
ZI chemin des marais
51370 SAINT-BRICE-COURCELLES



La DREAL Picardie
est certifiée ISO 9001

www.picardie.developpement-durable.gouv.fr

SITA DECTRA
à Allemant

Suite de l'Inspection du 29 octobre 2012

—ooOoo—

POINTS INSPECTES :

Thème 1 : Biogaz (conception)

Art 3.1.4 de l'AP du 20/09/2011	<u>Collecte du biogaz</u>	Conforme : oui Déjà signalé : -
<p style="text-align: center;">Détail de la prescription :</p> <p>L'installation de stockage de déchets non dangereux est équipée d'un réseau de captage et de drainage du biogaz produit. Le réseau de puits de captage verticaux sera composé de puits PEHD. Dans le cas de puits forés dans le massif de déchets, les précautions nécessaires sont prises pour ne pas endommager le fond de forme et ne pas toucher la couche de drainage. L'installation de stockage est équipée de 4 puits de captage du biogaz par hectare minimum. Les têtes de puits seront raccordées au dispositif de traitement du biogaz via un réseau de collecte principal.</p> <p>Dans la mesure du possible, ce dispositif sera complété par un réseau périphérique indépendant de drains horizontaux mis en place sous le niveau de la tête de digue. Ce réseau sera relié au dispositif de traitement du biogaz.</p> <p>Les condensats présents dans le système de collecte du biogaz seront collectés puis dirigés vers une alvéole de stockage ou vers le bassin de collecte des lixiviats.</p> <p>Tant que la qualité et la quantité de biogaz le permettent, l'exploitant est tenu d'en assurer la valorisation. L'exploitant mettra en place une procédure de suivi et de maintenance des dispositifs de captage, drainage et traitement du biogaz, afin de s'assurer du bon fonctionnement de ces équipements. Un registre de suivi et de maintenance sera créé à cet effet, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments de destruction du biogaz sont mis sous astreinte.</p>		
<p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>Le centre de stockage de déchets non dangereux d'Allemant est équipé de deux réseaux de captage et de drainage du biogaz produit sur la totalité de la zone de stockage ; un réseau pour les gaz pauvres en biogaz, issus principalement des casiers les plus récents, et un réseau pour les gaz riches en biogaz issus des zones de stockage les plus anciennes.</p> <p>Les gaz pauvres sont éliminés au moyen de deux torchères d'une capacité cumulée de 3 000 Nm³/h.</p> <p>Les gaz riches sont valorisés, sous forme thermique et électrique, par l'intermédiaire d'un moteur d'une puissance de 1,3 MWh.</p> <p>Le réseau de puits de captage verticaux est composé de puits PEHD. Ces puits sont forés dans le massif de déchets sans atteindre le fond de forme pour ne pas toucher la couche de drainage. L'installation de stockage de déchets est équipée de 100 puits de captage du biogaz pour une surface de stockage de 12 ha, soit un nombre de puits 2 fois supérieur au minimum imposé.</p> <p>Les têtes de puits sont raccordées au dispositif de traitement du biogaz via les réseaux de collecte.</p> <p>Le dispositif de collecte est complété par un réseau périphérique indépendant de drains horizontaux mis en place sous le niveau de la tête de digue. Ce réseau est relié au réseau de valorisation du biogaz.</p> <p>Les condensats présents dans le système de collecte du biogaz sont collectés puis recyclés vers une alvéole de stockage.</p> <p>Depuis le mois de mai, SITA DECTRA a revu l'ensemble des réseaux de collecte du biogaz.</p> <p>Outre la mise en place de puits supplémentaires, le réseau principal de collecte du biogaz a été modifié.</p> <p>Le diamètre des tuyauteries a été porté de 160 à 200 mm, et des points de contrôle et de réglages supplémentaires ont été mis en place.</p> <p>En ce qui concerne le circuit secondaire, les tuyauteries de 60 mm de diamètre ont été remplacées par des</p>		

tuyauteries de 110 mm de diamètre.

Les pentes des tuyauteries ont également été revues et rectifiées pour éviter l'accumulation de condensats dans les points bas.

L'exploitant a mis en place une procédure de suivi et de maintenance des dispositifs de captage, drainage et traitement du biogaz, afin de s'assurer du bon fonctionnement de ces équipements. Un registre de suivi et de maintenance est créé à cet effet, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments de destruction du biogaz sont mis sous astreinte.

Thème 2 : Biogaz (valorisation)

Art 8.5.2.7 de l'AP du 20/09/2011	<u>Alimentation en biogaz</u>	Conforme : oui Déjà signalé : -
<p>Détail de la prescription :</p> <p>Les réseaux d'alimentation en biogaz doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans les espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoins protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Les eaux issues de la condensation et du refroidissement du biogaz sont récupérées et sont, soit, réinjectées dans le massif des déchets, soit traitées conformément aux dispositions du présent titre.</p> <p>Le biogaz en excès est envoyé vers une installation de destruction. Celle-ci doit être dimensionnée pour assurer la destruction du biogaz en cas de panne ou d'arrêt des moteurs.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des conteneurs pour permettre d'interrompre l'alimentation en biogaz des moteurs.</p> <p>Ce dispositif doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions Ouverte et Fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque moteur au plus près de celui-ci.</p> <p>Les organes de sectionnement à distance sont, soit, manœuvrables manuellement, soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle. La position Ouverte ou Fermée de ces organes doit être signalée au personnel d'exploitation.</p>		
<p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>Le réseau d'alimentation des installations de traitement du biogaz est réalisé avec des tuyauteries en PEHD, installées en surface. Des joints de dilatation sont mis en place régulièrement pour compenser l'impact dû aux différences de température.</p> <p>Le biogaz avant valorisation est filtré et les impuretés condensées.</p> <p>Un dispositif de coupure d'alimentation en biogaz du moteur, indépendant de tout équipement de régulation de débit existe à l'extérieur du poste de commande, et permet de couper l'alimentation en biogaz de ce dernier. Le biogaz est alors dirigé vers les torchères.</p>		

Exploitation du site

Art 8.3.11.1 de l'AP du 20/09/2011 Art 2 de l'APMD du 2/5/2012	<u>Mise en place des déchets</u>	Conforme : oui ; après visite sur site et au vu des compléments fournis Déjà signalé : oui
<p style="text-align: center;">Détail de la prescription :</p> <p>Les déchets sont déposés en couches successives de hauteur inférieure à 50 cm et compactés sur site. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les nuisances. La quantité minimale de matériaux de couverture toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation.</p> <p>Les déchets sont déposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements.</p> <p>La fréquence de la couverture sera hebdomadaire, et la quantité de matériau de couverture toujours disponible ne sera pas inférieure à 1.000 m³.</p> <p>La mise en place des déchets est réalisée conformément au plan d'exploitation prévisionnel et à l'arrêté d'autorisation de l'installation. Une attention particulière est portée à la nécessité ultérieure de remettre en état le site et notamment d'obtenir un profil topographique adapté des dépôts permettant de prévenir les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collecte qui doivent les recueillir.</p> <p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>Le casier 6 est en cours d'exploitation. Les déchets sont déversés dans cette alvéole depuis le casier 4 en partie haute, et poussés par un bull. Les déchets sont ensuite compactés au fur et à mesure.</p> <p>Les déchets frais sont recouverts tous les samedis matin au moyen de matériau inerte présent sur le site. L'envoi régulier de photos auprès de l'inspection atteste de cette opération. Le volume de matériau disponible était, lors de l'inspection, largement supérieur aux 1000 m³ exigés par l'arrêté d'autorisation. Par ailleurs, l'innocuité des matériaux présents sur le site lors du dernier contrôle a été vérifiée au moyen d'analyses spécifiques.</p>		

Art 8.3.11.2 de l'AP du 20/09/2011 Art 2 de l'APMD du 2/5/2012	<u>Principes de constitution des casiers et des alvéoles</u>	Conforme : oui, après visite sur site et au vu des compléments fournis Déjà signalé : oui
<p style="text-align: center;">Détail de la prescription :</p> <p>La zone à exploiter est divisée en casiers eux-mêmes subdivisés en alvéoles. La capacité et la géométrie des casiers doivent contribuer à limiter les risques de nuisances ou de pollution des eaux souterraines ou de surface. La hauteur des déchets dans un casier doit être calculée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant.</p> <p>Les alvéoles n'auront pas une superficie supérieure à 5.000 m².</p> <p>La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n + 1 ne peut être commencée qu'après réaménagement, de l'alvéole n - 1, qui peut être soit un réaménagement final si le casier ou l'alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers.</p> <p>La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.</p> <p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>Les déchets sont actuellement déposés dans le casier 6 (alvéole 2) dont l'autorisation de mise en exploitation a fait l'objet du rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2011. Ce casier présente une superficie inférieure à 5 000 m².</p> <p>Le remblaiement d'une première partie du casier (l'alvéole1) est terminé. La mise en place d'une couverture intermédiaire est en cours.</p> <p>Les derniers casiers sont équipés en mode bioréacteur (possibilité de réinjecter des lixiviats dans les déchets). En application de l'article 8.3.13.3 de l'arrêté d'autorisation, dans l'attente de la mise en œuvre de la couverture finale sous un délai d'un an, l'exploitant peut mettre en place une couverture provisoire étanche. Cette couverture correspondant alors à une bâche en PEHD renforcée d'une armature interne et résistante aux UV.</p> <p>La mise en place de cette couverture est en cours sur le casier 5.</p>		

Art 8.3.13.1 de l'AP du 20/09/2011	<u>Couverture des casiers et des alvéoles de déchets</u>	Conforme : non Déjà signalé : non
<p align="center">Détail de la prescription :</p> <p>Dès que la côte maximale autorisée pour le dépôt de déchets est atteinte et ce quel que soit le nombre d'alvéoles superposées, une couverture finale est mise en place pour empêcher toute infiltration d'eau de pluie ou de ruissellement vers l'intérieur de l'installation de stockage.</p> <p>La couverture présente au moins une pente de 3 % sans pour autant provoquer des risques d'érosion de la couverture en place permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers le dispositif latéral de collecte.</p> <p>Une couverture provisoire sera disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz. Cette couche permettra également le reprofilage des déchets afin d'assurer un fond de forme au dispositif supérieur.</p> <p>Dès la réalisation de ce réseau une couverture finale est mise en place, elle se compose du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz et dans laquelle se situe le réseau de drainage et de captage de ces gaz, • une couche réalisée par des matériaux naturels argileux, caractérisée par un coefficient de perméabilité inférieur ou égal à 1.10^{-8} m/s, remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins un mètre, • une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage et les ramenant vers les dispositifs de collecte latéraux appropriés, • une couche de terre, d'au moins 50 cm d'épaisseur, permettant la plantation d'une végétation assurant : <ul style="list-style-type: none"> - l'évapotranspiration - la stabilité du terrain et des talus - la résistance des sols à l'érosion. <p>Ce dispositif pourra être modifié par un dispositif équivalent après accord de l'Inspection des installations classées</p> <p>Cet article ne s'applique pas aux alvéoles exploitées en mode bioréacteur.</p>		
<p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>Seul le casier 1 est réaménagé de manière définitive. Sa topographie assure l'écoulement des eaux pluviales vers un fossé latéral.</p> <p>Il convient de noter que la topographie du casier 2 dont l'exploitation n'est pas terminée ne permet pas d'assurer l'écoulement des eaux pluviales vers le fossé périphérique. Des points d'eau sont visibles à la surface de ce dernier.</p> <p>La prescription ci-dessus ne s'applique pas pour les autres casiers exploités et équipés en mode bioréacteur.</p>		

E.1

Art 8.3.13.3 a) de l'AP du 20/09/2011	<u>Couverture du site Alvéoles en mode bioréacteur</u>	Conforme : oui Déjà signalé : -
<p align="center">Détail de la prescription :</p> <p><u>a) Couverture provisoire des casiers et talus</u></p> <p>La couverture provisoire étanche correspond à deux types de matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bâche en PEHD renforcée d'une armature interne et résistante aux UV, de couleur verte - ou une bâche en PVC <p>La couverture provisoire devra être imperméable, empêcher la percolation des eaux de pluie au sein du massif de déchets et permettre de diriger les eaux à l'extérieur de la zone d'exploitation.</p> <p>La pose de cette bâche se fait "en tuile" avec un débordement d'un mètre entre deux lés ou par soudure à chaud de chaque lé. Elle est ensuite maintenue au sol avec un lest.</p> <p>La mise en place de cette couverture provisoire concernera les zones exploitées et également les talus et fossés pour optimiser leur efficacité.</p> <p>Ces dispositifs peuvent être modifiés par un dispositif équivalent après accord de l'inspection des installations classées.</p>		

Constat de l'inspecteur :

Le casier 5 équipé en mode bioréacteur est recouvert par une couverture provisoire avec une bâche en PEHD renforcée d'une armature interne. Les lés sont liés par soudure à chaud.

Des parpaings assurent le maintien de cette bâche sur le dépôt de déchets afin d'éviter sa prise au vent et sa déchirure.

Art 8.3.13.3 b) de l'AP du 20/09/2011	<u>Couverture du site</u> <u>Alvéoles en mode bioréacteur</u>	Conforme : non Déjà signalé : oui
<p style="text-align: center;">Détail de la prescription :</p> <p>b) <u>Couverture finale</u></p> <p>La mise en place de la couverture finale étanche s'effectuera au plus tard un an après la fin du remblayage d'un casier. Le cas échéant, une couverture provisoire étanche sera mise en place.</p> <p>Cette période d'un an maximum permettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le branchement du réseau de récupération du biogaz - l'apparition des principaux tassements prévisibles du site - la mise en place du système de recirculation contrôlée des lixiviats. <p>La couverture finale étanche se composera de bas en haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un réseau de drainage participant à la collecte et au captage du biogaz - d'une couche de matériaux argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'un mètre, caractérisés par un coefficient de perméabilité inférieur ou égal à 1.10^{-9} m/s, pouvant être obtenue par traitement à la bentonite ou tout autre dispositif équivalent - d'une géomembrane ou matériau équivalent - d'un géocomposite de drainage - d'un niveau de terre végétale de 0,50 m minimum permettant la reprise de la végétation <p>La mise en place de la couverture finale étanche nécessitera des conditions de mise en œuvre particulières, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nettoyage préalable de la zone concernée après les travaux de mise en place des réseaux de captage du biogaz et de pompage des lixiviats, - le compactage de la couche de matériaux argileux afin d'assurer un support sans aspérité pour la pose de la géomembrane. <p>La mise en place de la couverture finale étanche ne devra pas remettre en cause l'intégration paysagère finale prévue sur le centre de stockage d'ALLEMANT. Cette revégétalisation comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un engazonnement du dôme - des plantations de peupliers au niveau des zones de bassins - des plantations d'essences locales après avis d'un expert paysagiste. <p>Ces dispositifs peuvent être modifiés par un dispositif équivalent après accord de l'inspection des installations classées.</p>		
<p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>Les casiers remblayés à leur côte finale depuis plus d'un an (casiers 3 et 4), équipés en mode bioréacteur sont toujours recouverts d'une couverture provisoire.</p> <p>La mise en place d'une couverture finale étanche devrait être effective.</p>		

Art 8.3.14.1 de l'AP du 20/09/2011	Gestion du suivi Plan de couverture	Conforme : non Déjà signalé : non
<p align="center">Détail de la prescription :</p> <p>Toute zone couverte fait l'objet d'un plan de couverture, à l'échelle 1/2500, accompagné de plans de détail au 1/500, qui présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossé de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchères...); - la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...); - la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent; - les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres; - les aménagements réalisés dans leur nature et leur étendue. <p>Ces plans complètent le plan d'exploitation auquel ils sont progressivement incorporés pour donner lieu en définitive à un plan de couverture complet du site.</p>		
<p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>L'exploitant nous a remis un plan topographique au 1/1000^{ème} qui présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossé de collecte, tranchée drainante, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchères...); - la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...); - la projection horizontale des réseaux de drainage; - les aménagements réalisés dans leur nature et leur étendue. <p>Le plan topographique ne fournit pas les courbes de niveau d'équidistance 5 mètres.</p> <p>Un plan des couvertures provisoires et finales au 1/3000^{ème} nous a été transmis par courrier du 1^{er} octobre 2012.</p>		

E.3

Art 8.3.14.2 de l'AP du 20/09/2011	Gestion du suivi Programme de suivi	Conforme : oui Déjà signalé : -
<p align="center">Détail de la prescription :</p> <p>Pour toute partie couverte, une première phase du programme de suivi est réalisée pendant une durée minimale de 5 ans et comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle, au moins tous les mois, du système de drainage des lixiviats, et de l'élimination de ces effluents conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé; - le contrôle, au moins tous les mois, du système de captage du biogaz et la réalisation des mesures prévues au titre 9; - le contrôle, au moins tous les 6 mois de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions de l'article 9.2.10; - le contrôle, au moins tous les 6 mois de la qualité des rejets conformément aux prescriptions des articles 9.2.2 et 9.2.4; - l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal); - les observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles. <p>S'il s'avère, 15 ans après la fin de l'exploitation, que l'installation de stockage produit toujours des lixiviats en grande quantité, l'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de l'installation de stockage la réalisation d'une étude technico-économique sur les possibilités de réduire cette production de lixiviats, notamment par la mise en place d'une couverture étanche.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire précisera les conditions de suivi à long terme (paramètres à contrôler).</p>		
<p>Constat de l'inspecteur :</p> <p>L'exploitant procède sur l'ensemble du site exploité aux contrôles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les mois, le système de drainage des lixiviats, et d'élimination de ces effluents; - tous les mois, le système de captage du biogaz et la réalisation des mesures prévues au titre 9; - tous les 6 mois, la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions de l'article 9.2.10; - tous les 6 mois, la qualité des rejets aqueux conformément aux prescriptions des articles 9.2.2 et 9.2.4; - l'entretien du site (fossé, clôture); - les observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques. 		

ANNEXE 2 : SYNTHÈSE

—ooOoo—

SITA DECTRA à Allemant

Inspection du 29 octobre 2012

Ecart s majeurs

Référence constat	Date du constat initial	Thème	Objet
E.1	29 octobre 2012	Couverture du site	Aménagement topographique
E.2	29 octobre 2012	Couverture du site	Mise en place de la couverture finale
E.3	29 octobre 2012	Gestion de suivi	Plan topographique avec courbes de niveaux

